

APPEL URGENT AUNIONDE ÉQUITABLE

NOUS VOULONS UNE SUISSE ENGAGÉE ET SOLIDAIRE



APPEL URGENT À UN MONDE ÉQUITABLE

Nous voulons une Suisse engagée et solidaire

Durant de nombreuses années, le monde a changé en mieux à bien des égards. Les progrès obtenus dans la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de l'accès à l'éducation, l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse des taux de natalité ont créé des opportunités de développement pour des millions de personnes.

Aujourd'hui, le monde semble partir à la dérive. Pendant la pandémie de coronavirus, la pauvreté et les inégalités se sont partout accentuées, touchant surtout les femmes et les enfants. La guerre en Ukraine aggrave la crise alimentaire, tandis que la crise climatique se fait de plus en plus aiguë, provoquant des sécheresses et des inondations. L'économie s'effondre un peu partout. La menace de crise énergétique provoque chez nous aussi un sentiment de peur et d'impuissance.

Ces différentes crises se superposent et sont liées les unes aux autres. Des **approches globales et coordonnées** sont donc nécessaires pour les surmonter. Nous devons nous attaquer dès maintenant aux causes fondamentales de l'injustice et de la pauvreté dans le monde ainsi qu'à la crise climatique globale, sans quoi les défis deviendront insurmontables.

Il faut redoubler d'efforts pour réaliser les changements sociaux et économiques nécessaires ainsi que pour assurer l'égalité des chances au niveau mondial.
Les énergies renouvelables, l'économie durable, le bien-être social et la santé publique, de même que la coexistence pacifique, la protection du climat et la biodiversité doivent être encouragés – en Suisse et dans le monde entier.

La Suisse n'est pas une île.

Nous faisons partie de ce monde et dépendons de son bien-être.

C'est pourquoi notre Constitution engage la Suisse à contribuer à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté dans le monde, à s'investir en faveur des droits humains et de la démocratie et à favoriser la coexistence pacifique des peuples ainsi que la préservation des ressources naturelles.

Notre pays étant une démocratie directe, nous pouvons toutes et tous ensemble nous mobiliser pour que les mesures nécessaires soient prises: nous sommes pour une Suisse solidaire, forte de sa tradition humanitaire. Nous assumons nos responsabilités en faisant en sorte que la Suisse respecte ses engagements internationaux en matière de protection du climat. Nous attendons de la classe politique et de l'économie qu'elles agissent de façon responsable et solidaire. Et nous voulons toutes et tous adopter un comportement individuel plus durable.



1 S'ATTAQUER IMMÉDIATEMENT ET GLOBALEMENT À LA CRISE ALIMENTAIRE ET DE LA FAIM

Nous proposons que la Suisse mette immédiatement à disposition 100 millions de francs supplémentaires pour lutter contre la faim dans le monde. Parallèlement, il convient d'orienter la politique agricole et alimentaire de manière durable en encourageant, à l'échelle mondiale et en Suisse, une agriculture plus écologique ainsi qu'une plus grande diversité dans la culture des denrées alimentaires.

Ce faisant, nous empêcherons que des centaines de milliers de personnes meurent de faim et aiderons les populations à mieux s'adapter aux chocs économiques et aux conditions météorologiques extrêmes, telles que les sécheresses et les inondations, afin de parvenir à une plus grande sécurité alimentaire.

Explication: Il y aurait en réalité assez de nourriture pour tout le monde. Mais une part toujours plus grande est utilisée comme fourrage dans l'élevage industriel, se retrouve sous forme de biocarburant dans des réservoirs de voitures ou est jetée à la poubelle. Pour protéger l'environnement et le bien-être animal, il faudrait miser davantage sur l'alimentation végétale et donner une orientation plus écologique à l'agriculture. Parallèlement, il convient de garantir des prix équitables aux producteurs et de concevoir un système alimentaire socialement acceptable et respectueux du climat.

◆ Aux marchés, comme ici à Shimela, dans la région de Wag Hemra en Éthiopie, l'offre s'est raréfiée et le prix des produits a grimpé sous l'effet de la crise alimentaire actuelle.

Photo: Franz Thiel



2 CONCEVOIR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOLIDAIRE

Durant les deux ans où la Suisse siègera au Conseil de sécurité de l'ONU, nous attendons d'elle qu'elle s'engage énergiquement dans la résolution de la crise alimentaire ainsi que dans le renforcement du droit international, de la démocratie et de l'État de droit. Dans les situations de conflit, il convient d'associer la poursuite d'une politique de la paix à l'engagement humanitaire et à la politique de développement.

Ce faisant, nous renforcerons la coopération internationale, encouragerons la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits humains et augmenterons la marge de manœuvre de la société civile ainsi que des populations des pays pauvres.

Explication: La Suisse est considérée comme un médiateur crédible entre parties en conflit et peut avoir un impact important grâce à une politique active en faveur de la paix et des droits humains. À l'ONU, la Suisse doit s'engager de toutes ses forces pour trouver des solutions à la crise climatique ainsi qu'à la crise alimentaire et de la faim actuelle. Dans les zones de conflit, la Suisse doit se mobiliser en faveur de la protection de la société civile et de l'accès à l'aide humanitaire.

¶ L'aide humanitaire permet de soulager la détresse au camp de réfugiés rohingyas de Cox's Bazar, au Bangladesh.

Photo: Patrick Rohr



3 RENFORCER LA JUSTICE CLIMATIQUE

Nous voulons une Suisse qui assume ses responsabilités, qui s'investit pour la protection du climat ici et dans les pays pauvres avec des moyens financiers supplémentaires et qui dégage ces derniers de manière socialement responsable et selon le principe du pollueur-payeur.

Ce faisant, nous aiderons les pays pauvres à se développer dans le respect du climat, à mieux s'adapter aux effets dévastateurs du réchauffement de la planète et à protéger la biodiversité.

Explication: Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre l'ampleur dévastatrice des effets du changement climatique provoqué par les activités humaines. Les sécheresses, les inondations et les cyclones touchent les populations et les pays pauvres sans qu'ils en soient responsables. Ils manquent de ressources et de capacité de résistance. Il y a des années déjà, des pays riches comme la Suisse ont promis, dans le cadre d'accords internationaux sur le climat, de veiller à une plus grande justice climatique et d'aider les pays pauvres à s'adapter aux conséquences climatiques en mettant de nouveaux moyens financiers à disposition. Trop peu a été fait jusqu'à présent.

◀ L'accès à l'eau, qui est souvent insalubre, est de plus en plus difficile. À Tansarga, au Bénin, des filles la puisent dans un trou d'eau.

Photo: Simon B. Opladen



4 UNE ÉCONOMIE QUI AGIT DE MANIÈRE RESPONSABLE

Nous sommes d'avis que l'économie privée est responsable de ses actions. Il est temps que le Conseil fédéral et le Parlement adoptent une loi efficace pour une responsabilité accrue des multinationales.

Ce faisant, nous veillons à ce que tous les acteurs soient soumis aux mêmes règles et à ce que les multinationales implantées chez nous mettent en œuvre les normes internationales en matière de droits humains et d'environnement dans le cadre de leur production et de leurs chaînes d'approvisionnement et répondent de toute infraction.

Explication: Les entreprises suisses opérant à l'international contribuent à la création d'emplois et au développement économique. Il est important qu'elles associent leurs intérêts économiques à leur responsabilité sociale et qu'elles respectent systématiquement les critères sociaux et écologiques de l'ONU et de l'OCDE reconnus au niveau international.

◆ La coopération au développement permet l'instauration de meilleures conditions de travail, comme ici lors de la récolte du coton, à Jalal-Abad, au Kirghizistan.

Photo: Simon B. Opladen



DONNER UNE ORIENTATION DURABLE À LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET COMMERCIALE

Nous sommes pour une Suisse dont la politique a un impact positif sur les conditions de vie dans les pays pauvres et qui contribue ainsi à un développement global durable.

Ce faisant, on pourra accélérer la transformation de l'économie et de la société, donner à la Suisse une orientation durable et compatible avec le monde et renforcer l'impact positif de la coopération au développement.

Explication: En tant que pays très mondialisé, la Suisse vit fortement aux dépens d'autres pays, plus pauvres. Il convient donc de veiller à ce que les domaines de la politique concernés contribuent à améliorer les chances de développement des pays pauvres: le négoce des matières premières et l'octroi de prêts privés dans les pays en développement, les accords commerciaux multi- et bilatéraux ainsi que la réglementation de la place financière doivent être axés sur la durabilité. L'Agenda 2030 doit servir de ligne directrice.

◀ La Suisse doit elle aussi contribuer aux conditions d'une économie durable à Madagascar et dans le monde entier. Installateur de panneaux solaires à Ambanja.

Photo: Felana Rajaonarivelo



6 RENFORCER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Nous sommes convaincus que la Suisse doit renforcer sa coopération internationale et consacrer, comme promis, 0,7% de son revenu national brut à la coopération publique au développement.

Ce faisant, nous aiderons les personnes en grande détresse et améliorerons durablement l'accès à l'eau et aux soins de santé. De plus, nous encouragerons l'éducation de base et la formation professionnelle ainsi que l'économie locale et augmenterons les chances des personnes de trouver un travail digne, d'obtenir un meilleur revenu, de bénéficier d'une gouvernance responsable et de participer aux décisions collectives.

Explication: Il y a 50 ans, les pays développés se sont engagés à consacrer 0,7% de leur revenu national brut au soutien des pays pauvres. L'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, adopté en 2015, a renouvelé cet engagement. À l'heure actuelle, la Suisse utilise près de 0,5% de son revenu national brut pour la coopération publique au développement. Face aux crises multiples, la coopération internationale est plus nécessaire que jamais.

◀ La coopération internationale offre des chances de développement aux personnes défavorisées, pour que ces dernières puissent elles aussi faire entendre leur voix. Assemblée villageoise dans l'upazila de Birampur, au Bangladesh.

Photo: K M ASAD